

# Le BAC doit rester national Chaque bachelier doit avoir accès à la filière de son choix

à Montreuil, le 2 juin 2020

Avec les réformes Blanquer du lycée et du Baccalauréat, rien n'a été épargné ni aux professeurs, ni aux élèves de lycées : nouveaux programmes, enseignements de spécialité, E3C imposés à marche forcée.

Après avoir confiné et privé de cours les lycéens et les étudiants pendant des mois, plutôt que de prendre des mesures sanitaires et matérielles pour qu'ils puissent étudier dans de bonnes conditions, les ministres Blanquer et Vidal maintiennent et aggravent leurs orientations à la faveur de la crise sanitaire :

- Publication de la note de service des modalités de la session 2020 du Baccalauréat : les mesures proposées à titre exceptionnel généralisent le contrôle continu qui était au cœur de la réforme Blanquer. La session 2020 pourrait constituer un laboratoire inédit pour aller très loin dans le démantèlement des diplômes et de l'instruction. Il s'agit ni plus ni moins de fabriquer une note à partir des livrets scolaires et des moyennes de l'établissement sur 3 ans. C'est le retour du bricolage local rejeté par les personnels lors de la session 2019 ;
- Maintien et aggravation de la réforme du lycée, du baccalauréat et des E3C ;
- Maintien de *Parcoursup* qui, comme en 2018 et en 2019, trie socialement et barre l'accès de milliers de jeunes à une formation universitaire publique. Le gouvernement se félicite de l'intégration de 1 000 formations supplémentaires dans *Parcoursup*. En réalité ce sont, plus de 1 000 formations privées dont une partie dispensée en grande partie en distanciel, qui sont accessibles *via Parcoursup* depuis cette année ;
- La ministre Vidal annonce la généralisation du télé-enseignement à l'université. Au même moment est déposée une proposition de loi visant à rendre obligatoire l'enseignement numérique distanciel « *comme un complément voire une solution alternative* », dans les collèges, lycées, écoles et universités. La FNEC FP-FO a immédiatement exigé qu'il n'y soit pas donné suite.

C'est l'accélération d'une logique qui consiste à supprimer des milliers d'heures d'enseignement disciplinaire, des milliers de postes de personnels, et à vider les sacs.

Les personnels le disent : ils ne veulent pas du « système » Blanquer, à l'image des personnels du lycée de Crépy en Valois, réunis avec FO en réunion syndicale :

« *Nous voulons pouvoir faire cours, avec nos élèves, dans des conditions normales de travail et de sécurité. Dès maintenant, le Ministre doit mettre tout en œuvre pour que nous puissions exercer nos missions :*

- *Des garanties sanitaires qui nous protègent nous et nos élèves : le dépistage systématique de tous ; des masques conformes à la réglementation FFP2 (et pas les masques « grand public » livrés cette semaine), ainsi que tout le matériel de protection nécessaire (gel...),*
- *Le respect de nos statuts, de nos obligations de service, pas de cumul de travail en présentiel et en distanciel.*
- *Le rétablissement de toutes les heures disciplinaires qui ont été supprimées ces 10 dernières années, l'augmentation immédiate de notre dotation horaire.*
- *Le rétablissement des épreuves terminales nationales et anonymes du baccalauréat et l'abandon des E3C. Tous les bacheliers doivent pouvoir accéder à la filière de leur choix : plus que jamais, abandon de Parcoursup. »*

**La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir dès maintenant et à l'occasion des jurys de baccalauréat pour dresser la liste des revendications, résister et s'opposer aux mesures d'exception, qui, sous prétexte de crise sanitaire, détruisent tous les acquis et tous les droits.**